

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 07/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMICTOM

CD 7
45240 Marcilly-en-Villette

Code AIOT : 0010005667

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2023 dans l'établissement SMICTOM implanté CD 7 45240 Marcilly-en-Villette. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMICTOM
- CD 7 45240 Marcilly-en-Villette
- Code AIOT : 0010005667
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Déchetterie exploitée par le SMICTOM de Sologne.

Le site est actuellement classé en autorisation notamment pour la rubrique 2791 pour le broyage des végétaux (125 tonnes/jour) d'après l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 juin 2015.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets aqueux
- Maîtrise du risque incendie
- Broyage de déchets verts

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Art 2	/	Sans objet
2	Exutoires gravats	Code de l'environnement du 14/03/2023, article L.541-2	/	Sans objet
7	Broyage déchets verts : envol poussières	Arrêté Complémentaire du 09/06/2015, article 3.1.5	/	Sans objet
8	Broyage déchets verts : VLE poussières	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art 23 et 24	/	Sans objet
11	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 35 et 38	/	Sans objet
12	Broyage déchets verts : VLE eau	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art 17	/	Sans objet
13	Emissions sonores	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 41	/	Sans objet
14	Produits dangereux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 10 & 11	/	Sans objet
17	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 19	/	Sans objet
21	Chutes et collisions.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 27	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Propreté de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 9	/	Sans objet
4	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 15	/	Sans objet
5	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 42	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Broyage déchets verts : Conditions d'entreposage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Sans objet
9	Plan des réseaux de collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 31	/	Sans objet
10	Traitement des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 32	/	Sans objet
15	Etanchéité des sols et rétentions	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 12 et 29	/	Sans objet
16	Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 17	/	Sans objet
18	Alerte et lutte contre l'incendie : détecteurs	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 20	/	Sans objet
19	Alerte et lutte contre l'incendie : entretien des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 21	/	Sans objet
20	Consignes de sécurité	AP Complémentaire du 09/06/2015, article 7.6.4	/	Sans objet
22	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	AP Complémentaire du 09/06/2015, article 7.6.6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des dépassements en pH, et ponctuellement en MES et DCO dans les rejets aqueux sont constatés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Art 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats : (C1) Le registre des déchets sortant est incomplet.</p>
<p>Observations : Les registres des déchets sortants 2022 et 2023 ont été présentés. Les informations suivantes ne sont pas mentionnées dans le registre des déchets sortants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de

collecte des déchets ;

- Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

- Concernant la destination du déchet :

la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié.

Les déchets de gravats doivent apparaître dans le registre des déchets sortants.

Le registre des déchets sortant est incomplet.

Les DEEE GEM froid ont un code déchet dangereux (210123*, 200135*), ont des BSD mais n'apparaissent pas dans trackdéchets.

Pour l'exploitant, l'utilisation de trackdéchets est assez simple parce que la production du BSD est à la charge du collecteur du déchet ou de l'exutoire.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Exutoires gravats

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/03/2023, article L.541-2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
Constats : (C2) L'exploitant doit justifier que la personne à qui il remet les déchets de gravats est autorisée à les prendre en charge.
Observations : Lors de la visite, il a été constaté que les déchets de gravats n'apparaissaient pas dans le registre des déchets sortants. L'exploitant a expliqué que ces déchets étaient récupérés par les grands propriétaires terriens de Sologne pour entretenir les chemins.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Propreté de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 9
Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits, déchets et poussières.
Constats : Pas de commentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Clôture de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 15
Thème(s) : Risques accidentels, Visite terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : L'exploitant explique subir des dégradations occasionnelles mais précise s'attacher à toujours remettre en état dans les plus brefs délais.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 42
Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant. Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé à l'usager, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion. Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de deux jours. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : La déchetterie était ouverte le jour de la visite. Il a été constaté que la réception des déchets se fait sous le contrôle de l'agent présent. L'agent a été interrogé et est capable d'orienter les usagers vers un point de collecte si la déchetterie ne récupère pas les déchets (exemple pneus).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Broyage déchets verts : Conditions d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'entreposage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau de l'entreposage des déchets entrant ou après broyage. La hauteur maximale des tas de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Broyage des déchets verts tous les 4-5 semaines en période estivale et tous les 2 mois en période plutôt hivernale. Il n'y a pas beaucoup d'odeurs sur le site. Les feuilles et les gazons peuvent être à l'origine d'odeurs lors des chargements pour expédition. En temps normal, ils sont recouverts avec des matières fraîchement coupées, ramassées. Les gazons et feuilles sont broyés d'un côté et les branches de l'autre. La hauteur des tas est limitée à 1.5 m (hauteur des murs coupe-feu) selon les préconisations de l'étude de dangers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Broyage déchets verts : envol poussières

Référence réglementaire : Arrêté complémentaire, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit. L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et autres matières en mettant en place si nécessaire des écrans de végétation autour de l'installation et des systèmes d'aspersion, de bâchage ou de brise-vent pour les équipements ou stockage situés en extérieur.
Constats : (C3) L'exploitant doit justifier que l'opération de broyage est couverte pour capter les émissions.
Observations : Le broyage est fait avec un broyeur mobile par un prestataire. Il s'agit d'un broyeur AK 565, broyeur rapide de biomasse non-capoté. Pas de bâchage ou d'aspersion pendant l'opération de broyage. Les opérations de broyage sont faites sur une heure. La fréquence des opérations est gouvernée par l'arrêté préfectoral du site qui est de 125 tonnes/jour et par les volumes des casiers de stockage. 172 tonnes de déchets verts peuvent être entreposées sur le site. Des écrans de végétation ne sont pas présents autour de l'installation (sauf en partie ouest). L'exploitant précise qu'il n'y a pas de plainte du voisinage (étang de pêche à l'ouest).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Broyage déchets verts : VLE poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art 23 et 24
Thème(s) : Risques chroniques, VLE poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : VLE poussières (si 2794E). Les effluents gazeux canalisés respectent les valeurs limites suivantes pour les poussières totales : - 100 mg/m ³ dans le cas d'un flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h ; - 40 mg/m ³ dans le cas d'un flux horaire est supérieur à 1 kg/h. Une évaluation de la teneur en poussières est effectuée mensuellement par l'exploitant dans les effluents gazeux issus des broyeurs.
Constats : (C4) L'exploitant doit justifier qu'il n'y a pas d'aspiration de poussières.
Observations : L'exploitant doit justifier qu'il n'y a pas d'aspiration des poussières. A vérifier avec la référence du broyeur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan des réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 31
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Le plan des réseaux a été fourni. Les eaux pluviales sont collectées sur la plateforme étanche et envoyées dans le séparateur d'hydrocarbures. Une vanne manuelle est présente après le séparateur pour orienter les eaux vers le bassin de confinement au besoin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Traitement des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 32
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (...), sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Vu le BSDD du 21/07/2022 de 0,5 tonnes de mélange de déchets de séparateur hydrocarbures envoyés à la SOA à Contres. L'entretien du séparateur est fait 2 fois par an. le prochain aura lieu avant la fin du mois. Ils ont eu des analyses d'eau mauvaises sur un autre site donc ils préfèrent prendre des précautions et faire curer le séparateur hydrocarbures 2 fois par an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 35 et 38
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Valeurs limites de rejets a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : - pH 5,5 à 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; - température < 30 °C ;</p> <p>b) c) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration / dans le milieu naturel : - matières en suspension : 600 mg/l / 100 mg/l; - DCO : 2 000 mg/l / 300 mg/l; - DBO5 : 800 mg/l / 100 mg/l.</p> <p>d) Polluants spécifiques : - indice phénols : 0,3 mg/l ; - chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; - cyanures totaux : 0,1 mg/l ; - AOX : 5 mg/l ; - arsenic : 0,1 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; - métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) : 15 mg/l.</p> <p>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p>
Constats : (C5) Dépassement en pH dans les rejets aqueux de 2020 et 2022.
<p>Observations : Vus les résultats d'analyses des prélèvements des 04/06/2020, 09/06/2021, 14/06/2022 : pH à 9 le 04/06/2020, pH à 8,5 le 09/06/2021, pH à 9,3 le 14/06/2022 Pas de mesure en Sn, Cd, Hg, Fe le 04/06/2020. L'exploitant actuel a repris le service en 2019 et s'est aperçu que certains paramètres n'étaient analysés. Pas de mesure indice phénols, cyanures totaux, hydrocarbures totaux, mercure le 14/06/2022, le détail a été visualisé lors de la visite. D'après l'exploitant, les pH élevés sont dus à l'activité de broyage de végétaux. Un broyeur mobile vient faire des campagnes 1 fois tous les 4-5 semaines en période estivale et 1 fois tous les 2 mois en période hivernale. Le tanin des bois est acide (beaucoup de sapins, de tuyas). Après chaque campagne, les résidus, poussières sont soufflées dans un coin puis ramassées pour ne pas en retrouver dans les eaux. Il n'y a pas de procédure associée mais les agents sont expérimentés et ne veulent pas boucher les réseaux. Ils vont essayer de décaler les analyses.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Broyage déchets verts : VLE eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art 17
Thème(s) : Risques chroniques, VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : VLE rejet au milieu naturel : - MES : 35 mg/l - DCO : 125 mg/l
Constats : (C6) Dépassement en MES en juin 2021 et dépassement en DCO en juin 2022.
Observations : Vus les résultats d'analyses des prélèvements des 04/06/2020, 09/06/2021, 14/06/2022 MES le 09/06/2021 à 41 mg/l (au lieu de 35 mg/l) DCO le 14/06/2022 à 150 mg/l (au lieu de 125 mg/l)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 41
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.
Constats : (C7) Les mesures de bruit ne sont pas représentatives de l'activité du site.
Observations : Vu rapport APAVE du 28/04/2022 pour intervention du 29/03/2022. Les niveaux sonores en limite de propriété et les émergences sont conformes. Pas de mesures faites pendant les départs des bennes vers les exutoires, ni pendant les opérations de broyage. Les contrôles acoustiques sont réalisés en fonction des disponibilités du contrôleur externe. Ils pensent que les analyses ne seront pas conformes si elles sont faites pendant une campagne de broyage des végétaux. Pas de plainte liée au bruit sur le site. Un étang de pêche est présent en bordure ouest du site et il n'y a aucune réclamation. Les habitants souhaiteraient que le site soit plus ouvert pour étendre le service aux usagers.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 10 & 11
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation et état des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Localisation des risques. L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (...) L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats : (C8) L'état des stocks de déchets dangereux ne mentionne pas de façon claire et synthétique les quantités entreposées.</p>
<p>Observations : L'identification des risques est détaillée dans l'étude de dangers mais pas sur les plans. L'état des stocks de déchets dangereux a été fourni. Il est mis à jour chaque jour par l'agent du site. Il manque les unités des contenants pour pouvoir apprécier les quantités présentes. L'idée de l'état des stocks est d'avoir une information claire pour le tiers qui interviendrait le site (exemple SDIS). Le plan des stockages est affiché sur le local et il y en a un avec le plan de masse à l'extérieur. Il a été visualisé. Les risques n'y sont pas localisés. Le plan du secteur "déchets dangereux" a été fourni le même jour suite à la visite. Les pictogrammes de dangers y sont représentés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Etanchéité des sols et rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 12 et 29
Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.
Constats : Pas de commentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 17
Thème(s) : Risques accidentels, Visite terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux sont convenablement ventilés
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Les aérations présentes dans le local déchets dangereux ont été visualisées lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 19
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques élec
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : (C9) L'exploitant doit s'assurer que les remises en état ont été faites.
Observations : Vu le rapport de vérification APAVE du 21/10/2022. Une non-conformité est signalée sur le fonctionnement du dispositif différentiel. Cette non-conformité se trouve au niveau du compteur situé en bord de route. EDF doit intervenir sur ce dernier. Un signalement a été fait fin 2022 (appel téléphonique). L'exploitant n'a aucune visibilité sur la date d'intervention. Le disjoncteur interne protège quand même le site. Peut-être que cela a déjà été fait.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Alerte et lutte contre l'incendie : détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 20
Thème(s) : Risques accidentels, Syst. Détection et extinction automatique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Il y a des détecteurs incendie dans les locaux de déchets dangereux et dans le local gardien. Ces derniers ont été visualisés lors de la visite. Les détecteurs sont vérifiés en interne tous les mois. La fiche de suivi des vérifications a été fournie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Alerte et lutte contre l'incendie : entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art 21
Thème(s) : Risques accidentels, Autres moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;(…) - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 (...). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances (...) L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. <p>(...) L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
Constats : Pas de commentaire.
<p>Observations : Le bon de vérification des 50 extincteurs, 4 RIA, 2 alarmes et une commande désenfumage du 30/05/2022 a été fourni. Ce document concerne les 8 sites du SMICTOM plus le siège.</p> <p>La liste des matériels vérifiés avec les observations précise les localisations des différents matériels. 2 extincteurs se trouvent sur la déchetterie de Marcilly (un dans le local gardien et un dans le local déchets dangereux). Un 3^e extincteur a été ajouté dans le local déchets dangereux. La vérification du poteau incendie extérieur du 15/05/2020 a été fournie. Le débit de ce poteau était de 90 m³/h. Le rayon de 200 m autour de ce poteau couvre l'intégralité de la déchetterie (cf. EDD EODD de 2017). Le poteau se trouve à proximité directe du portail d'entrée de la déchetterie. L'exploitant ne sait pas à quelle fréquence sont réalisés les contrôles des débits de poteaux de la commune. Le 16/03/2023, l'exploitant a fourni le dernier rapport de contrôle du poteau incendie du 07/12/2021. Le poteau y dispose d'un débit de 87 m³/h.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2015, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Les consignes de sécurité : « conduite à tenir en cas d'incendie » ont été fournies. Elles précisent qu'en cas d'incendie, il faut fermer la vanne d'isolement des eaux du site. Le mode opératoire pour cloisonner les eaux souillées de la déchèterie de Marcilly en Villette en cas d'incendie a également été fourni. La procédure en cas de fuite ou de déversement de liquide polluant a également été fournie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Chutes et collisions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/10/2012, article Art 27
Thème(s) : Risques chroniques, Visite terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôts de déchets.</p> <p>I. - Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas. Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.</p> <p>II. - Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.</p>
Constats : (C10) Des panneaux signalant le risque de chutes ne sont pas affichés au niveau des hauts de quai.
<p>Observations : Le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas. Des panneaux signalant le risque de chutes ne sont pas affichés au niveau de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers (ligne blanche au sol).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2015, article 7.6.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.9 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. L'étude de dangers visée à l'article 7.2.3 doit permettre de définir la nécessité ou non d'augmenter la capacité de confinement de l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie survenant au sein des installations. Le cas échéant, l'exploitant met en œuvre sans délai les moyens complémentaires de confinement nécessaires.</p>
Constats : Pas de commentaire.
<p>Observations : Le mode opératoire fourni précise qu'il faut verrouiller la vanne pour que les eaux aillent dans le bassin de confinement.</p> <p>L'EDD de EODD ingénieurs environnement du 16/05/2017 a été consultée : « Les eaux qui ruissellent sur les secteurs imperméabilisés (voiries, trottoirs, toitures des bâtiments, parkings, etc.), sont recueillies dans un système de collecte des eaux pluviales, et ensuite dirigées vers un fossé. Avant ce fossé, les eaux transitent par un débourbeur/déshuileur/séparateur d'hydrocarbures de classe 1 (< 5 mg/l). Une vanne permet de détourner les eaux vers un bassin de rétention en cas de besoin. [...] Le volume minimum de l'ouvrage de rétention des eaux d'extinction incendie doit donc être de 81 m³. L'ouvrage de rétention présent sur le site possède au minimum un volume d'environ 120 m³. Les prescriptions imposées par le formulaire D9A sont donc respectées. »</p> <p>La manoeuvre de la vanne de confinement a été visualisée le jour de la visite. L'exploitant a expliqué pomper les eaux de pluie du bassin de confinement dès que la crépine de la pompe peut s'immerger. Cela peut arriver 2 fois par mois par temps pluvieux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet